

## Une enquête de l'ONU exhorte le Burundi à rompre le «cycle de la violence»

@rib News, 14/07/2020 Source AFP La Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi a exhorté lundi le nouveau gouvernement du pays d'Afrique de l'Est à rompre le cycle de la violence et à commencer à coopérer avec les Nations Unies.

Dans un communiqué, la commission, qui publie son rapport final en septembre, a exhorté le nouveau président burundais, Evariste Ndayishimiye, à manifester sa volonté de changement. Il a exhorté à coopérer pleinement avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme et y compris la commission elle-même et à rouvrir le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme au Burundi. La Commission d'enquête, créée en 2016, est chargée de déterminer les auteurs présumés de violations et de violations des droits de l'homme au Burundi depuis 2015, en vue d'assurer la pleine responsabilité. L'ancien président Pierre Nkurunziza n'a jamais autorisé les enquêteurs à pénétrer dans l'enclave de quelque 11 millions de personnes. Le Burundi est en crise depuis 2015, lorsque Nkurunziza a été élu pour un troisième mandat et a été révoqué lors d'un vote boycotté par la plupart de l'opposition. Au moins 1200 personnes ont été tuées et plus de 400 000 déplacées dans des violences entre avril 2015 et mai 2017 qui, selon l'ONU, ont été principalement exécutées par les forces de sécurité de l'État. Nkurunziza, qui a régné pendant 15 années tumultueuses, est décédé subitement le mois dernier à l'âge de 55 ans, peu après les élections remportées par Ndayishimiye, un général de l'armée trié sur le volet par le parti au pouvoir pour lui succéder. «Le Burundi a besoin d'un nouveau président pour briser le cycle de la violence», a déclaré la commission, décrivant le pays comme étant à la croisée des chemins. La commission a noté que dans son discours d'investiture, Ndayishimiye a souligné la nécessité d'améliorer la situation des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité. Cependant, son gouvernement est composé essentiellement de caciques (chefs) du régime du défunt président, dont certains sous sanctions pour violations présumées des droits, a affirmé la commission. «Cette transition pourrait devenir une opportunité d'amélioration si le gouvernement prend des mesures concrètes», a déclaré le président de la commission Doucoure Diene. «La communauté internationale doit rester vigilante et mobilisée pour encourager des actions qui attaquent aux causes profondes des violations des droits de l'homme.»

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});